



Le SICTAME vous informe

www.sictame-unsatotal.org



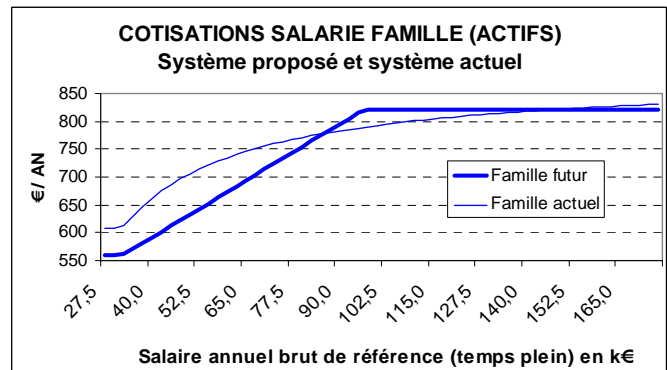
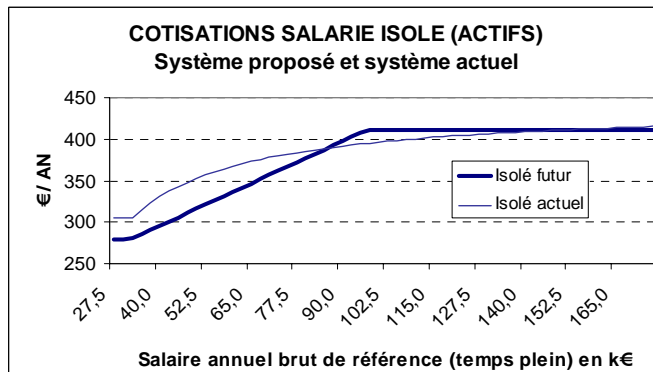
Une mutuelle en petit progrès, sans organisation !

Le 12 juillet 2007, la Direction et 4 des 5 syndicats qualifiés par la Direction de « représentatifs » ont signé un accord relatif à l'évolution des prestations et des cotisations de la complémentaire santé au périmètre Pétrole du Groupe. La DRH, qui pratique le dialogue d'une manière incantatoire, a exclu le SICTAME (pourtant l'un des syndicats majeurs de la branche Pétrole, disposant de 14% des voix à l'AG de la MIP) de la négociation de cet accord ! Les autres syndicats ont amplement communiqué sur cette longue et apparemment chaotique négociation, sans que tout soit vraiment clair pour les non-invités, comme vous et le SICTAME.

Un document de la MIP (Mutuelle de l'Industrie du Pétrole) vous présente les nouvelles conditions de votre couverture santé. En fait, il traite surtout des problématiques administratives de la MIP et ne répond pas à nombre de questions de fond. Il faut donc revenir à des questions essentielles : tel est l'objet de ce bulletin.

Combien allez-vous désormais payer ?

Pour les actifs, les graphiques ci-dessous permettent d'apprécier l'évolution des cotisations en fonction du salaire brut de référence. Ces cotisations seront applicables **à partir du 1^{er} octobre 2007**.



A l'incertitude près due à la « Compensation MIP » actuellement payée par l'employeur, on peut noter que, dans le nouveau système, les cotisations augmentent pour les salaires bruts compris entre 87 et 150 k€/an. **Pour les salariés à temps partiel, la cotisation continue d'être calculée sur le salaire temps plein, ce qui nous paraît inéquitable.**

Pour les inactifs, aucune amélioration significative. La participation employeur n'est pas modifiée :

- elle croît annuellement comme les cotisations mutuelles dans la limite des augmentations générales accordées par l'employeur lors de la négociation salariale annuelle ; **ET**
- lors des 10 premières années de retraite, elle décroît de 4% l'an du montant initial ainsi revalorisé.

Bien que les syndicats dits « représentatifs » aient protesté contre le refus de la Direction de prendre en charge une part accrue des cotisations des retraités, aucun n'avait relevé, dans le projet qui leur était proposé, la division par 2 de la part employeur des cotisations des futurs retraités. La vigilance des élus SICTAME, lors de la consultation obligatoire du Comité Central d'Entreprise (CCE) Amont le 10 juillet, a mis en évidence ce point, que la Direction a fini par admettre comme étant une erreur !

L'employeur a consenti quelques progrès mineurs pour des personnes dont le contrat de travail est suspendu (congé sabbatique et congé de solidarité internationale en particulier), et pour les veufs et veuves d'adhérents dont le revenu imposable annuel est inférieur à 13 200 €

Ces tarifs augmenteront dès le 1^{er} avril 2008, en lien notamment avec le plan d'économie de la Sécurité Sociale qui prévoit une prise en charge, accrue pour les mutuelles, des forfaits accordés aux médecins pour les patients en Affection Longue Durée. Sans compter bien sûr les baisses prévues de remboursements...

Quelle est l'évolution des couvertures santé ?

A partir du 1/10/2007, **les actifs bénéficieront automatiquement d'une grille, dite « MIP Confort »,** qui remplacera la grille actuelle (désormais dénommée « MIP Sérénité »), avec une amélioration des prestations principalement en Dentaire et en Optique. Le tableau joint identifie les actes médicaux dont le remboursement évolue avec MIP Confort. Attention, la grille applicable à vos prochains remboursements mutuelle dépendra de la date retenue par la Sécurité Sociale (date de prescription OU de consultation) par rapport au 1/10/2007.

Les **futurs retraités** pourront soit conserver la grille MIP Confort, soit passer à MIP Sérénité et éventuellement revenir à MIP Confort dans les trois ans qui suivent leur départ en retraite. Les adhérents **actuellement inactifs**, qui bénéficient de l'actuelle MIP Sérénité pourront, jusqu'au 30 septembre 2010 (donc pas d'urgence !), souscrire à MIP Confort. L'écart annuel des cotisations entre les 2 grilles (non pris en charge par l'employeur) est pour un adhérent Isolé de 224 € et pour un adhérent Famille de 336 €. Attention, **tout changement de grille sera définitif au terme des 3 ans**, sauf modification du statut familial pour laquelle le changement vers MIP Sérénité sera permis. Donc, pour les retraités qui ne voudront pas prendre le risque d'une couverture réduite, il y aura l'engagement d'une charge supplémentaire à vie.

Vous êtes adhérent à l'une des surcomplémentaires Extra, Extra2 et Extra3. Que faire ?

La grille « MIP Sérénité » (présentée au départ, par DRH, comme une grille de haut niveau) a été jugée insuffisante par beaucoup, puisque vous avez été plus d'un tiers à souscrire des surcomplémentaires. **La nouvelle grille améliorée supprimera pour certains le recours à une surcomplémentaire**. Le tableau joint permet d'apprécier MIP Confort par rapport aux sur-complémentaires MIP proposées ce jour aux adhérents. Le choix d'une sur-complémentaire est éminemment personnel. Cependant, **il est indispensable de vous informer de leur contexte général, assez flou**, avant de faire votre choix. A cette fin, lisez ce qui suit.

La Direction indique sur son site Intranet, que « *Globalement, la nouvelle grille de prestations Confort correspond au niveau de garanties complémentaire de base + sur-complémentaire Extra 1 (sic)* ». A l'en croire, « *globalement* » il n'est pas utile de souscrire à Extra. Bien que MIP Confort entre en vigueur le 1/10/2007, **vous ne pourrez pas résilier l'une quelconque de ces surcomplémentaires avant le 1/1/2008, et ce avec un préavis expirant le 31/10/2007**. Autrement dit, « *globalement* », vous allez payer trois mois de surcomplémentaire Extra « pour rien ou presque ». Si vous avez adhéré à l'une de ces surcomplémentaires après le 1^{er} janvier 2007, vous pourrez même être obligé d'y cotiser jusqu'au 31/12/2008, en fonction de votre consommation depuis le début de votre adhésion. Certes, ces dates de résiliation sont celles prévues par les conditions des surcomplémentaires et le règlement mutualiste MIP, mais le Conseil d'administration de la MIP aurait pu adapter préalablement son offre, au vu de la mise en place de MIP Confort.

Cette question, pourtant empreinte de bon sens, ne semble pas avoir effleuré des syndicats qui ont négocié l'accord. Ainsi, face aux demandes du SICTAME en CCE, trois d'entre eux (CFDT, CGT et FO) ont déclaré que **les surcomplémentaires n'étaient qu'une proposition commerciale de la MIP et qu'à ce titre, n'étaient pas au périmètre de la négociation**. Certes, mais dans ces conditions, pourquoi **Total et les syndicats présents au Conseil d'administration de la MIP ne sont-ils pas intervenus pour lancer la réflexion de la MIP concomitamment à la négociation ?** Rappelons que, malgré des résultats en baisse aux élections des délégués MIP de 2006, la CFDT et la CGT se sont partagé, avec CGC, la représentation des adhérents au Conseil d'administration MIP, y empêchant l'entrée du SICTAME qui pouvait avoir 2 administrateurs sur 17, compte tenu de son score.

Sur son site Intranet, la Direction annonce cependant que « *la MIP va revoir ses formules de surcomplémentaires, suite à l'évolution de la grille de prestations TOTAL ; celles-ci seront disponibles à partir de janvier 2008* ». Le Président de la MIP confirme « **la mise en chantier d'une étude d'une nouvelle surcomplémentaire** » **adaptée à MIP Confort sans indiquer de date**. Un risque est de n'être informé de cette nouvelle grille qu'après le préavis de résiliation des surcomplémentaires actuelles, soit après le 31/10/2007, et du coup, de devoir cotiser une année de plus à des surcomplémentaires, dont « *globalement* » la tarification excessive ne reflète pas les prestations de MIP Confort. Si, à l'inverse, vous résiliez maintenant votre surcomplémentaire, vous risquez de n'accéder à cette surcomplémentaire hypothétique, censée être adaptée à MIP Confort, qu'après un délai de carence.

La MIP compte-t-elle sur votre inertie ? On peut le penser au vu de l'**absence de tout comparatif des grilles dans les documents MIP** et de la réponse apportée au courrier d'un des délégués SICTAME à la MIP par le Président de la MIP : « *selon toute vraisemblance, ces adhérents, que l'analyse de leurs besoins ou leurs habitudes de comportement a conduit à adhérer à ces surcomplémentaires, les conserveront* ».

Une AG de la MIP se tiendra le 3 octobre : **faites-vous entendre dès maintenant ! Interrogez massivement la MIP (01 55 80 49 40)** sur l'évolution et la tarification de vos surcomplémentaires, sans vous laisser décourager par l'absence de réponse concrète. Une autre solution serait de **résilier vos surcomplémentaires conditionnellement à la mise en place de cette surcomplémentaire hypothétique**. Nous saisisons les élus de votre Comité d'Etablissement afin d'imaginer et faire valider un tel processus.

Pour nous contacter, Tél. : 01.47.44.80.19 à Paris ; 05.59.83.57.89 à Pau ; 05.59.92.28.47 à Lacq, ou Envoyez nous vos :
NOM et Prénom.....Société et lieu de travail.....
à SICTAME UNSA TOTAL : Bureau 4E41 Tour Coupole à La Défense, Bureau F16 CSTJF à Pau, ou local SICTAME à Lacq)

